



Déclaration du SNUipp-FSU 77

CTSD carte scolaire

11 février 2016

Madame l'inspectrice d'académie, mesdames et messieurs,

En paraphrasant Abdennour Bidar, je commencerai par vous demander "Quand donc allez-vous passer d'une logique d'accusation de l'autre à une logique de responsabilité ?"

Reprocher à notre organisation syndicale la diffusion auprès des écoles concernées des annonces irresponsables faites en groupe de travail carte scolaire c'est à la fois ne pas assumer vos choix et nier la réalité de notre fonction. Nous avons toujours pris très au sérieux notre rôle de représentants des personnels qui consiste avant tout à transmettre des informations et à en recueillir afin de s'assurer que leurs droits soient respectés. Personne ne vous a obligé à réduire la carte scolaire à une simple opération administrative et comptable faite d'une suite d'additions et de divisions. Derrière ces chiffres, se trouve une réalité humaine qui ne peut être ignorée. Chaque école a ses propres caractéristiques et, dans un département tel que le nôtre, elles sont d'une infinie variété.

En portant, à travers les nombreuses enquêtes qu'il reçoit, cette réalité du terrain, le SNUipp-FSU77 maintient son exigence d'un véritable plan de rattrapage pour notre département afin qu'il ne soit plus le parent pauvre des dernières lignes d'un classement national.

Pour quantifier au plus juste ce plan de rattrapage nous avons utilisé comme source principale le *Bilan de la rentrée scolaire premier degré public 2014-2015*, de la DGESCO. Nous avons repris les chiffres donnés pour notre département et appliqué nos revendications minimales en terme d'effectifs par classe, ainsi que la mise en œuvre réelle des mesures de priorité au primaire, tel que le PDMQC, l'augmentation de la scolarisation des moins de 3 ans, etc...

Nos revendications sont de 25 élèves par classe, 20 en REP, 15 en PS et TPS, 10 en ULIS, 16 en SEGPA sans double niveau, un allègement significatif pour la prise en charge des élèves en situation de handicap, des postes RASED partout où c'est nécessaire, la prise en compte de la ruralité.

A cela il faudrait rajouter :

- nos demandes d'entrée d'écoles dans le classement en Education Prioritaire ;
- une scolarisation d'enfants de moins de 3 ans étendue à toutes les demandes des familles ;
- la création ou re-création de postes dans les établissements spécialisés (tel que SESSAD, IME, etc...) ;
- un véritable retour de la formation continue pour l'ensemble des enseignants du 1er degré grâce à des postes de remplaçants en nombre suffisant ;
- le développement du principe du Plus de Maîtres Que de Classes au-delà de l'Education Prioritaire ;
- nos demandes d'ouvertures d'ULIS et de SEGPA, qui sont du ressort du budget du 2nd degré ;
- nos demandes de temps de décharge suffisants pour les directrices-teurs d'école
-

Ce sont donc près de 900 postes qui font défaut à notre département uniquement pour apporter une amélioration sur la base de l'année 2014.

Les dotations positives de ces dernières années sont insuffisantes, celle de cette année à la limite du ridicule, et permettent seulement de faire face à la hausse démographique. Elles n'aboutissent qu'à l'entérinement de ce jeu de chaises musicales impliquant encore trop souvent une fermeture pour une ouverture.

Mais la carte scolaire n'est pas non plus la simple répartition des moyens alloués par le ministère. Elle est également dépendante de certains choix dont la responsabilité vous incombe entièrement :

- Pas de réel renforcement des RASED
- Un nombre insuffisant de créations de postes « plus de maîtres que de classes »
- Rien pour la scolarisation des moins de 3 ans et des effectifs toujours beaucoup trop lourds en maternelle
- Une création de postes d'UPE2A a minima

- Pas de renforcement des métiers d'accompagnement pédagogique
- Pas d'évolution positive d'un classement départemental permettant de compenser le traitement catastrophique de l'Education prioritaire dans notre département.

Enfin, nous reviendrons une fois encore sur les dysfonctionnements nombreux et les répercussions désastreuses de la nouvelle gestion départementale et non plus locale des remplaçants. Nous avons lancé une enquête auxquels les BD et les ZIL ont répondu en nombre conséquent. Il en ressort plusieurs constantes sur lesquelles nous vous avons déjà trop souvent alertée :

- Problèmes de doublons : être appelé sur un poste et se rendre compte qu'il y a déjà un remplaçant sur place.
- Appel pour un remplacement mais personne à remplacer.
- Appels tardifs pour donner une affectation (entre 9h et 10h30) et donc arrivée tardive dans les écoles avec un accueil plutôt frais des collègues.
- Remplacements parfois très loin du domicile alors que des remplaçants sont disponibles à quelques kilomètres des écoles.
- Collègues qui préviennent de leur congé long en temps et en heure ... et qui tout compte fait ne sont pas remplacés.
- Parfois 3 remplaçants pour un même poste.
- BD prévenu d'une affectation par une personne de l'IA et rappelé pour une autre affectation par une autre personne sans que celle-ci ne soit au courant de l'affectation initiale.
- Certains regrettent d'avoir été nommés BD REP+ sans concertation préalable.
- NT1 qui déplorent les conditions parfois très difficiles dans lesquelles ils entrent dans le métier et pour qui cela génère un « désenchantement » précoce.
- Service très difficilement joignable ou indisponible.
- Non prise en compte des « préférences » exprimées pour les remplacements courts ou longs.

Quelques anecdotes :

- *L'absence de la titulaire est prolongée d'1 jour, il faut une dizaine d'appels de ma part et du directeur de l'école pour avoir des informations claires.*
- *Affectation communiquée à 9h, arrivée à l'école à 9h30. La classe n'est plus là ! La BD rattachée à l'école et sans affectation ce jour-là avait pris la classe qui partait à la piscine. Information perdue dans les méandres administratifs.*
- *Affectation communiquée à 9h40 ! Pour une école à plus de 30 minutes de route (alors que le remplacement avait été demandé le vendredi précédent). Une matinée perdue pour les élèves ...*
- *En tant que BD (REP+) nous n'avons aucune information concernant les animations pédagogiques, les mails relatifs à notre métier (circulaires...)...*
- *Nous ne sommes pas appelés lorsque les enseignants de REP+, dont nous avons la mission de prendre la classe lors des formations, sont absents.*
- *Il y a de gros problèmes d'organisation. Les personnes qui nous appellent pour nous donner un remplacement n'ont pas toutes les informations nous concernant. Quand on leur donne, elles ne savent même pas quoi nous répondre ! Elles sont obligées de nous faire patienter pour demander à leur supérieur. On les sent perdues.*
- *Cette année, quand j'arrive dans une école, la plupart du temps, j'apprends que ce n'est pas la première journée d'absence consécutive du titulaire de la classe et que chaque jour il y a un remplaçant différent.*

Quant au versement des ISSR, des primes REP ou REP+ les chiffres sont édifiants :

- Avez-vous reçu le décompte des services effectifs sur les 2 premières périodes ? 99.2% « non »
- Avez-vous perçu l'intégralité de vos ISSR ? 59.3% « non »
- Avez-vous perçu l'intégralité de vos primes REP ou REP+ ? 49.2% « non »

Le SNUipp-FSU 77 maintient que cette décision est une erreur et vous demande de faire marche arrière.

Je vous remercie